

Brochure n° 3026

Convention collective nationale

IDCC : 2728. – **SUCRERIES,
SUCRERIES-DISTILLERIES,
RAFFINERIES DE SUCRE**

Brochure n° 3030

Convention collective nationale

IDCC : 2567. – **INDUSTRIE DES GLACES,
SORBETS ET CRÈMES GLACÉES**

Brochure n° 3092

Convention collective nationale

IDCC : 504. – **INDUSTRIES ALIMENTAIRES DIVERSES**

Brochure n° 3124

Convention collective nationale

IDCC : 112. – **INDUSTRIE LAITIÈRE**

Brochure n° 3125

Convention collective nationale

IDCC : 1586. – INDUSTRIES CHARCUTIÈRES
(Salaisons, charcuteries, conserves de viandes)

Brochure n° 3127

Convention collective nationale

IDCC : 1396. – INDUSTRIES DE PRODUITS
ALIMENTAIRES ÉLABORÉS

Brochure n° 3179

Convention collective nationale

IDCC : 1534. – ENTREPRISES DE L'INDUSTRIE
ET DES COMMERCES
EN GROS DES VIANDES

Brochure n° 3270

Convention collective nationale

IDCC : 2410. – BISCOTTERIES, BISCUITERIES,
CÉRÉALES PRÊTES À CONSOMMER
OU À PRÉPARER, CHOCOLATERIES,
CONFISERIES, ALIMENTS DE L'ENFANCE
ET DE LA DIÉTÉTIQUE,
PRÉPARATIONS POUR ENTREMETS
ET DESSERTS MÉNAGERS

Convention collective nationale

IDCC : 1987. – **PÂTES ALIMENTAIRES SÈCHES
ET COUSCOUS NON PRÉPARÉ**

AVENANT N° 2 DU 7 JUILLET 2008

À L'ACCORD DU 6 DÉCEMBRE 2004 RELATIF À LA PRISE EN CHARGE DES
ACTIONS D'ACCOMPAGNEMENT ET DU FONCTIONNEMENT DES JURYS
LIÉS À LA MISE EN ŒUVRE DANS LES ENTREPRISES DE CERTIFICATS DE
QUALIFICATION PROFESSIONNELLE

NOR : ASET0850996M

Entre :

L'Alliance 7 ;

L'association des entreprises de produits alimentaires élaborés (ADE-PALE) ;

La chambre syndicale française de la levure (CSFL) ;

La chambre syndicale des raffineurs et conditionneurs de sucre de France (CSRCSF) ;

Le syndicat national des fabricants de sucre de France (SNFS) ;

Le comité français du café ;

Le syndicat français du café (SFC) ;

La confédération nationale de la triperie française (CNTF) ;

La FEDALIM pour le compte :

– du syndicat national des fabricants de bouillons et de potages (SNFBP) ;

– des fédérations des industries condimentaires de France (FICF) ;

– du syndicat national des transformateurs de poivres, épices, aromates et vanille (SNPE) ;

– du syndicat du thé et des plantes à infusion (STEPI) ;

– du syndicat de la chicorée de France (SCF) ;

La fédération française des industriels charcutiers, traiteurs, transformateurs de viandes (FICT) ;

La fédération nationale des exploitants d'abattoirs prestataires de services (FNEAP) ;

La fédération nationale des industries laitières (FNIL) ;

Le syndicat des fabricants industriels de glaces, sorbets, crèmes glacées (SFIG) ;

Le syndicat des industriels fabricants de pâtes alimentaires de France (SIFPAF),

D'une part, et

La fédération générale agroalimentaire (FGA) CFDT ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture et de l'alimentation (FGTA) FO ;

La fédération des syndicats des commerces, services et force de vente (CSFV) CFTC ;

La fédération des personnels de l'encadrement, de la production, de la transformation, de la distribution des services et organismes agroalimentaires et des cuirs et peaux CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Pour accompagner et amplifier le dispositif de démarche qualifiante, *via* les certificats de qualification professionnelle (CQP) mis en œuvre par les branches professionnelles, les partenaires sociaux des industries alimentaires ont décidé par accord du 6 décembre 2004 d'organiser notamment le financement des actions d'accompagnement et des jurys délivrant ces CQP.

Cet accord a été conclu pour une durée déterminée dont le terme était initialement fixé au 31 décembre 2007.

Depuis le 1^{er} janvier 2008, faute d'accord en cours de validité, ces frais exposés par les entreprises ne peuvent plus être pris en charge. Or poursuivre cette dynamique est essentielle tant pour les entreprises que pour les salariés.

Compte tenu de l'urgence de la situation, ils décident dans l'immédiat d'assurer le financement de cette prestation.

En conséquence, les signataires précisent ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'accord en date du 6 décembre 2004 sont prorogées dans leur intégralité du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008.

Article 2

Le présent accord, dont le champ d'application est précisé en annexe I, prend effet à compter du 1^{er} janvier 2008.

Il sera effectué les formalités de dépôt auprès de la direction générale du travail et demandé son extension auprès du ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité.

Fait à Paris, le 7 juillet 2008.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Biscotteries, biscuiteries, chocolateries, confiseries, céréales prêtes à consommer ou à préparer, aliments de l'enfance et de la diététique, préparation des entremets et desserts ménagers, glaces, sorbets et crèmes glacées (CCN du 17 mai 2004) (Codes NAF : 10.72Z, 10.82Z, 10.86Z, 10.89Z, 10.61B, 10.62Z, 10.39B, 10.52Z).

Industries de produits alimentaires élaborés (CCN du 17 janvier 1952) (Codes NAF : 10.13A, 10.85Z, 10.20Z, 10.31Z, 10.39A, 10.39B, 10.73Z).

Industries alimentaires diverses (CCN du 27 mars 1969) (Codes NAF : 15.3E partiel, 15.8P partiel, 15.8R partiel, 15.8V).

Industries des produits exotiques (CCN du 1^{er} avril 1969) (Codes NAF : 15.8P partiel et 15.8R partiel).

Sucreries, sucreries-distilleries, raffineries de sucre (CCN du 1^{er} octobre 1986) (Code NAF : 10.81Z).

Industries charcutières (CCN du 1^{er} juillet 1958, mise à jour le 9 avril 1990) (Codes NAF : 15.1E, 51.3D).

Industrie laitière (CCN du 20 mai 1955, modifiée le 1^{er} décembre 1976) (Codes NAF : 15.51, 15.5A, 15.5B, 15.5C, 15.5D, 15.8T).

Pâtes alimentaires sèches et couscous non préparé (CCN du 3 juillet 1997) (Code NAF : 10.73Z).

Viande : Industrie et commerces en gros des viandes (CCN du 20 février 1969) :

- prestataires de services d'abattage ;
- entreprises de découpe et de préparation des abats de boucherie, de fabrication de produits à base de boucherie et des commerces de gros d'abats de boucherie et de triperie (Codes NAF : 10.11Z ou 46.32A).